



## L'ARGENTINE PRISONNIÈRE DE SA VISION MYTHIQUE

**Victor ARMONY**

Professeur au département de sociologie, UQAM  
Directeur de Recherche, Chaire MCD

---

**Opinion** - La crise en Argentine a suscité bien des questions chez ceux qui, partout dans le monde, ont été choqués par les scènes de violence et de chaos montrées à la télévision durant les derniers jours de l'année passée. Ainsi, on s'est demandé: comment ce pays, censé être parmi les plus riches et modernes de l'Amérique latine, a-t-il pu arriver à un tel niveau de détresse économique? Ou encore: les Argentins qui ont manifesté dans les rues contre les politiques d'ajustement et de discipline fiscale sont-ils l'expression d'une nouvelle attitude citoyenne face à la mondialisation capitaliste? Mais aussi: que signifie, pour la démocratie latino-américaine, le retour des péronistes en Argentine, ces populistes aux penchants autoritaires qui disent conjuguer le nationalisme avec l'humanisme chrétien?

L'Argentine est peut-être le seul pays en Occident qui ait parcouru le chemin inverse du développement: les médias nous l'ont souvent répété depuis quelques semaines, elle se rangeait parmi les sept puissances économiques du monde dans les années 1920, alors qu'aujourd'hui son «risque-pays» (l'indicateur qui mesure la confiance des investisseurs) vient de dépasser celui du Nigeria (le pire au monde). Le cas argentin représente l'échec national le plus retentissant de l'histoire moderne (l'Argentine est comparable au Canada sur le plan géographique et démographique).

Les sociologues et les politologues ont produit d'innombrables travaux qui permettent d'en saisir les facteurs déterminants, dont, par exemple, l'attitude extrêmement conservatrice et égocentrique des élites et l'existence d'une culture politique qui favorise la confrontation plutôt que la négociation.

Cependant, le fiasco argentin n'a pas donné lieu qu'à des explications savantes. Les interprétations mythiques, les lectures paranoïaques, les révisionnismes historiques ont marqué le discours public en Argentine depuis le début de sa dégringolade dans les années 1930. Le caractère improbable de la réalité vécue («comment peut-on aller si mal quand les conditions sont si bonnes?») engendre un sentiment de profonde frustration, mais aussi une chasse aux sorcières toujours renouvelée («ça doit être la faute à tel groupe») et un besoin constant de s'accrocher à la croyance dans le potentiel extraordinaire du pays («l'Argentine est promise à un destin grandiose»). Ironiquement, ce mécanisme de surcompensation («c'est justement parce que notre pays est richissime que l'on veut nous dépouiller, nous dominer, nous mettre à genoux, etc.») a souvent contribué à la stagnation de la société argentine.



## LES DOSSIERS DE LA CHAIRE MCD LA CRISE ARGENTINE

Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie  
<http://www.chaire-mcd.ca/>

### Des promesses

Beaucoup d'Argentins se sont laissé séduire par les promesses invraisemblables des leaders qui ont su mobiliser cette pensée magique. L'ancien président Carlos Menem (1989-1999) a fait preuve d'un talent particulier à cet égard: il a réussi à faire de la «convertibilité» (la parité monétaire avec le dollar américain) le symbole d'un renouveau national qui devait permettre à l'Argentine de reprendre «la place qui lui revient parmi les meilleurs pays au monde». C'est en ce sens qu'il faut comprendre que les Argentins ne sont pas les victimes innocentes d'une conspiration locale ou internationale: la majorité d'entre eux ont donné leur vote à Menem, cela, à plusieurs reprises. Faut-il pour autant conclure qu'il n'y a pas de «vrais» coupables dans le drame argentin? Pas du tout.

Il y a, d'abord, ce que l'on appelle la «classe politique». La corruption des uns et le manque de courage des autres ont été parmi les causes de la décadence argentine. On pourrait argumenter, toutefois, qu'une population qui, dans une large proportion, commet des fraudes fiscales et opère dans le marché noir, n'a que les politiciens qu'elle mérite. Mais la responsabilité fondamentale des dirigeants - le gouvernement et l'opposition - est indéniable, car c'est à eux de promouvoir une nouvelle culture civique, surtout par l'exemple.

Ensuite, il y a les élites économiques qui, historiquement, ont prêché le libre-échange tout en saignant l'État, en lui demandant sans cesse des privilèges et des protections spéciales. Elles ont d'ailleurs appuyé toutes les dictatures militaires grâce auxquelles elles se sont enrichies sans scrupules. Les entrepreneurs - surtout les plus puissants - ne sont pas non plus un modèle de civisme dans le contexte actuel: parmi eux se trouvent les principaux fraudeurs. Enfin, il ne faut pas oublier le rôle des organismes financiers internationaux, particulièrement le Fonds monétaire international. Leur myopie, leur insensibilité, leur cupidité ont grandement contribué au déclenchement de la crise.

Chez nous, certains s'empressent de voir dans la situation argentine les signes emblématiques du combat entre les forces du capitalisme transnational et un peuple qui, après maints abus, s'est finalement mis debout pour dire non au néolibéralisme. Bien que cette perspective soit par trop simpliste (et romantique), il n'en demeure pas moins que la réponse citoyenne à laquelle nous avons assisté en Argentine constitue en elle-même l'expression d'une nouvelle forme d'action collective. Les gestes de désobéissance civile - qui ont surtout été pacifiques, malgré les débordements et l'intervention des «casseurs» - font partie d'une praxis qui est en train de se répandre en Amérique latine.

Les citoyens sentent que le pouvoir politique ne tient plus compte de leurs intérêts. À la différence de ce que l'on a vu au cours du XXe siècle, ce ne sont pas les grands mouvements structurés par en haut ni les groupes militants qui agissent au nom du peuple, mais les hommes et les femmes «ordinaires» qui exigent le changement, en



## LES DOSSIERS DE LA CHAIRE MCD LA CRISE ARGENTINE

Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie  
<http://www.chaire-mcd.ca/>

rendant visibles les fractures sociales et en questionnant la légitimité des élus, sans pour autant mettre en cause les institutions elles-mêmes.

### Quelle sorte de péroniste?

Eduardo Duhalde, le nouveau président argentin, est un péroniste. Mais quelle sorte de péroniste? Juan Perón créa un État social-corporatif. Carlos Menem, péroniste lui aussi, l'a démantelé en promouvant une libéralisation extrême de l'économie. Duhalde décrie «la pensée unique qui soutient qu'il n'y a pas d'alternative au modèle en vigueur». Ses propos rappellent ceux du président vénézuélien, Hugo Chávez (on se souviendra qu'il a été le seul chef d'État de l'hémisphère à exprimer officiellement des réserves à l'égard de la Déclaration finale du Sommet des Amériques, tenu à Québec en mars 2001). Duhalde pourra-t-il piloter le bateau argentin avant que le naufrage ne soit inévitable? Son passé n'est pas plus reluisant que celui du reste de la classe politique.

Les premières mesures économiques de son administration indiquent qu'il est décidé à changer le cap, surtout par rapport à son prédécesseur Fernando de la Rúa (du Parti radical) qui, par inertie plutôt que par détermination, reconduisit les grandes orientations du «menemisme».

Il est trop tôt pour juger la performance de Duhalde. Il est néanmoins possible de souligner d'ores et déjà un élément encourageant. Dans sa première allocution à l'Assemblée législative, le premier janvier 2002, il n'a pas évoqué, comme l'ont fait tous les leaders péronistes depuis Perón, l'Argentine imaginaire, ce pays exceptionnel qui s'élèvera dans la gloire lorsque ses ennemis seront anéantis: «Ce n'est pas le moment, je crois, de blâmer qui que ce soit. C'est le moment de dire la vérité. L'Argentine est brisée. L'Argentine a fait faillite.»

*Publié dans Le Devoir (Montréal, Québec) 22 janvier 2002*

<http://www.ledevoir.com/public/client-css/news-webview.jsp?newsid=7581>